



31 MARS 2025

---

# EUROPE INFO HEBDO

---



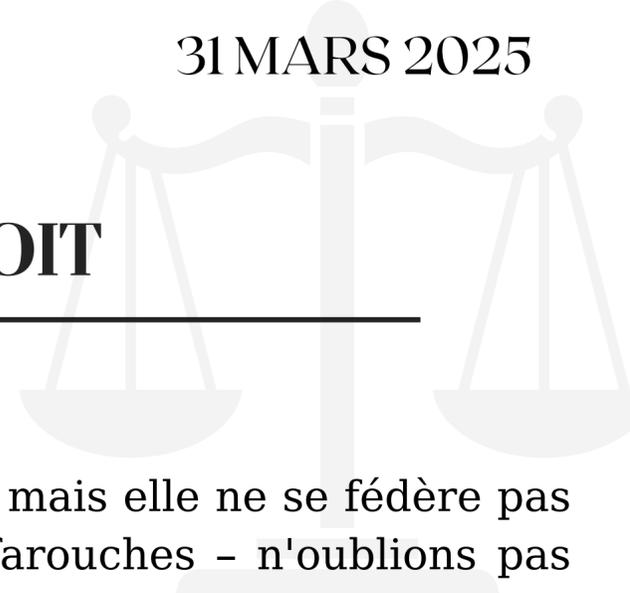
## ISTANBUL, ANKARA ET POLLUANTS ÉTERNELS

Bonne lecture!

Elise BERNARD,  
Loïc DE L'EPINE  
Edouard GAUDOT.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



## ÉTATS-UNIS, TURQUIE, **CIMENT**

La construction européenne interpelle. Elle ne se désintègre pas mais elle ne se fédère pas non plus complètement. Elle se maintient avec des opposants farouches - n'oublions pas qu'en 2024, 26 % des électeurs européens ont opté pour des partis eurosceptiques voire europhobes. Cependant, en désignant l'UE comme son adversaire, Donald Trump a peut-être rendu aux Européens un extraordinaire service, explique Dominique Méda.

- Depuis les conflits fratricides qui ont désintégré la Yougoslavie, l'UE cherche sans succès à devenir un acteur géostratégique mondial pertinent sans jamais y être parvenue.
    - Face à l'abandon de l'Ukraine annoncé par D. Trump, l'Union a compris qu'elle devait aspirer à être autonome des États-Unis dans ce domaine, même si la manière choisie est discutable.
    - L'UE apparaît soudainement comme une présence familière, rassurante, protectrice, malgré ses manques.
      - Le dernier eurobaromètre du 25 mars 2025 annonce que 75% des Européens estiment que leur pays bénéficie de l'adhésion à l'UE.
      - La défense et la compétitivité sont au cœur de leurs préoccupations.
  - C'est dans ce contexte que la Turquie, considérée comme un membre peu fiable au sein de l'Alliance atlantique, redevient une option pour une Europe plus que jamais fragilisée par le changement de position de Washington.
    - La question se pose si cela doit se faire au prix de l'Etat de droit.
    - La Commission européenne a décidé d'ouvrir la porte à certains pays tiers, dont la Turquie, le Royaume-Uni et la Norvège, pour collaborer sur son nouveau programme de défense, Security Action for Europe (SAFE).
    - Toutefois, contrairement aux régimes en place à Oslo et à Londres, Ankara fait encore la preuve d'un rejet clair des exigences européennes en matière d'Etat de droit.
      - L'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, signe la suppression de la dernière menace électorale crédible pour R.T. Erdoğan.
      - La dissolution du Conseil de l'ordre du Barreau d'Istanbul vient encore semer le trouble.
  - L'Europe doit tirer les leçons des difficultés posées par la Hongrie ; elles seront dramatiques en cas d'inclusion de la Turquie de l'AKP dans les décisions tenant à la défense du continent.
    - La Turquie constitue le flanc sud de l'OTAN et sa 2e armée.
    - Si la Turquie sombre dans l'autoritarisme, la question ne se limitera pas à comment dépasser un veto au Conseil européen.
      - Selon le Prix Nobel de littérature Orhan Pamuk : "Alors que le monde entier, écrit-il, est occupé par les guerres Palestine-Israël et Ukraine-Russie et par Trump, la démocratie déjà limitée en Turquie est également en train de mourir..."
- Soutenir les démocrates turcs n'est pas de la charité, c'est un moyen de limiter des dégâts qui s'annoncent catastrophiques.



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## TURQUIE, RUSSIE, SYRIE, **TSULTAR**

Dès les débuts du conflit en Ukraine, la Turquie s'est imposée comme un acteur majeur, et même un partenaire essentiel de l'Ukraine.

- Cependant, comme l'explique le Carnegie centre, la relation entre la Turquie et la Russie est complexe et multidimensionnelle, mêlant coopération et rivalité dans divers domaines.
  - Sur le plan énergétique, la Turquie dépend fortement des importations russes pour le gaz naturel, le pétrole et le charbon, renforçant leur interdépendance.
  - Dans le domaine de la sécurité, malgré des intérêts divergents en Syrie, en Libye et dans le Caucase du Sud, les deux pays parviennent à coordonner leurs actions pour éviter des confrontations directes.
- L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 et l'un des objectifs de guerre de Poutine visant la domination de la Mer noire ont forcé Ankara à revoir son positionnement.
  - Les nombreuses tensions (du chantage sur l'adhésion à l'OTAN de la Suède, EIH 25/6/23, aux provocations en Méditerranée orientale, EIH 14/10/21) semblent avoir trouvé un cadre de résolution dans la nouvelle Communauté Politique européenne lancée en 2022 par E. Macron (EIH 9/9/22).
  - Après avoir négocié les accords pour l'exportation de marchandises depuis l'Ukraine par la mer Noire, que Moscou a quittés en 2023, et maintenu des relations ambivalentes avec la Russie, le président turc a tenu à rappeler que la sécurité du continent européen concerne aussi la Turquie,
    - Il confirme ainsi les investissements sécuritaires que la Turquie a fait en mer Noire ces dernières années
    - La Turquie devient donc la puissance incontournable de la région, en partenariat avec l'OTAN et les nations européennes, sans se détourner pour autant du Kremlin.
- Comme le note l'Atlantic council, la Turquie renforce son influence en Méditerranée en alignant ses stratégies en Libye et en Syrie, combinant interventions militaires, accords politiques et outils économiques pour remodeler la dynamique régionale à son avantage.
  - D'une certaine façon, le président Erdogan a saisi le prétexte de la défense contre la Russie pour rentrer dans le « concert européen ».
  - Mais la question reste entière de savoir si, en échange, l'UE aura des exigences sur la démocratisation du régime.



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

TURQUIE, RUSSIE, ISRAËL,  
**YILDIZ**

La Turquie élargit elle aussi sa propre sphère au Moyen-Orient en tant que protecteur de facto de la Syrie. Dans le contexte de la guerre menée par Israël au Hamas depuis l'automne 2023, le principal coup de théâtre dans la région de la Méditerranée orientale est survenu en début du mois de mars lorsque, profitant de la nouvelle donne syrienne, le président turc a lancé une profonde réorientation de la politique régionale, soulignait le quotidien israélien Haaretz.

- L'annonce historique du leader du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, Abdullah Ocalan, dans laquelle il a appelé l'organisation à déposer les armes et à se dissoudre, pourrait être l'impulsion d'un changement radical dans l'équilibre des pouvoirs en Syrie et avoir un impact sur le statut régional de la Turquie.
  - Une semaine après que le PKK signe une paix avec la Turquie, ce sont les Kurdes de Syrie qui signent un accord d'intégration de leurs forces armées avec les nouveaux maîtres de Damas.
  - Ce ralliement du camp sunnite dirigé par la Turquie à l'alliance européenne (selon le schéma « guerre de Crimée », en rajoutant le conflit qui dominé les années 2000 avec les chiites pro-iraniens.)
- Dans son briefing du 3/3/25, Eurointelligence rappelle qu'Israël a intérêt à ce que le gouvernement de Damas reste faible.
  - Israël fait donc pression sur l'administration américaine pour que la Russie conserve ses bases.
    - L'objectif serait d'atténuer l'influence de la Turquie en Syrie, considérée comme une menace pour sa propre sécurité.
    - Cependant, si la Russie devait rester, ses opérations seraient limitées.
  - Israël craint que l'espace aérien syrien se ferme si la Turquie remplace la Russie en tant que force de défense aérienne protégeant le nouveau régime en Syrie.
    - Cet espace lui était ouvert sur la base d'une coordination avec la Russie.
    - Israël pourrait alors subir des pressions pour quitter l'espace aérien.
- Beaucoup dépend maintenant de la manière dont l'administration Trump jouera cette carte.
  - Pendant que Trump préfère bouleverser les alliances occidentales, la Chine, l'Iran et la Russie ont mené un exercice naval conjoint "Ceinture de sécurité-2025" près du port iranien de Chabahar
    - Il vise à renforcer la confiance mutuelle et la coopération militaire.
  - Les manœuvres comprenaient des frappes simulées sur des cibles maritimes, des opérations de recherche et de sauvetage, et des exercices de contrôle des dommages.
    - La marine chinoise a déployé un destroyer et un navire de ravitaillement, tandis que la Russie a envoyé des corvettes et un pétrolier.

Le monde post Pax Americana est en recomposition.



# GREEN DEAL

POLLUTION, RÉGLEMENTATION,

## **TANT PFAS**

Le cycle de l'eau inclut l'eau bleue (les rivières, les lacs et les nappes phréatiques) mais aussi désormais l'eau verte : les précipitations, l'évaporation et l'humidité du sol. Et cette eau verte est cruciale pour l'équilibre de la planète. Or, les chercheurs du Stockholm Resilience Center estiment dans un article de 2022 que cet équilibre a été "considérablement transgressé". Une nouvelle limite physique dépassée dont les conséquences menacent aussi bien la santé publique mondiale que la sécurité alimentaire.

- Instituée en 1993 par l'ONU, la Journée mondiale de l'eau, célébrée chaque 22 mars, vise à sensibiliser aux dérèglements du cycle de l'eau.
  - L'édition de 2025 s'est concentrée sur l'urgence de la lutte contre la fonte des glaces.
  - Mais, la question de l'eau est aussi celle des pollutions persistantes et de tensions sur les ressources :
    - la contamination de l'eau, notamment par les substances chimiques et les fameux *polluants éternels*, les PFAS (EIH 27/1/25).
- En 2021, seulement 39,5% des eaux de surface de l'Union européenne étaient en bon état écologique, et à peine 26,8% répondaient aux normes chimiques.
  - Ces chiffres traduisent une dégradation inquiétante, malgré des décennies de tentatives de régulations.
  - La pollution chimique — qu'elle soit d'origine agricole (nitrates, pesticides) ou industrielle (métaux lourds, microplastiques, rejets médicamenteux) — reste la principale cause de cette détérioration.
    - Le changement climatique, avec ses sécheresses, inondations et bouleversements hydrologiques, ne fait qu'aggraver cette pression sur la ressource eau.
- Parmi les substances les plus préoccupantes figurent les PFAS utilisées pour leurs propriétés antiadhésives et imperméables dans une multitude de produits courants.
  - Pratiquement indestructibles, ces composés s'accumulent dans l'environnement et sont liés à de graves effets sanitaires :
    - cancers, infertilité, perturbations hormonales.
- Malgré leur dangerosité, seuls quelques PFAS sont actuellement interdits à l'échelle européenne.
  - Début 2023, cinq pays européens (Allemagne, Suède, Danemark, Pays-Bas, Norvège) ont proposé une restriction complète des PFAS.
    - Elle est actuellement en cours d'examen par l'ECHA (Agence européenne d'évaluation des produits chimiques).
  - En novembre 2024, l'Echa et ces 5 pays analysent encore les plus de 5600 commentaires scientifiques reçus lors de la consultation publique afin d'examiner, entre autres, les solutions de substitution possibles en cas de mise en œuvre d'une interdiction totale des PFAS (EIH 1/5/23).
- En France, la situation est tout aussi alarmante.
  - En mars 2025, la régie Eau de Paris a déposé plainte contre X après avoir détecté un PFAS non réglementé (le TFA) dans son réseau.
  - L'Assemblée nationale a, par ailleurs, voté une loi ambitieuse visant à interdire progressivement les PFAS dans les cosmétiques, les textiles et certains emballages dès 2026.
    - Elle prévoit aussi une redevance de 100 € pour chaque 100 g rejetés dans l'eau.



## GREEN DEAL

### POLLUTION, RÉGLEMENTATION, ***THE WATER IS WIDE***

A l'échelle européenne, le 29 janvier 2025, des actions coordonnées ont dénoncé la pollution aux PFAS et le lobbying industriel qui freine leur interdiction.

- Des associations ont réclamé à la Commission européenne l'application de ce même principe de pollueur-payeur et la réparation des préjudices subis.
  - Une enquête révèle que la dépollution pourrait coûter 2 000 milliards d'euros sur 20 ans.
  - Partout, des citoyens témoignent alors des impacts sanitaires et environnementaux majeurs.
- Face à ces mobilisations militantes et politiques, les résistances sont fortes :
  - l'industrie pharmaceutique et cosmétique a saisi la justice européenne contre une directive imposant de financer le traitement des micropolluants issus de leurs produits
  - quand bien même plus de 90 % des micropolluants détectés dans les eaux usées proviennent précisément de ces secteurs.
- Le Parlement européen doit débattre le 31 mars et voter le 1er avril 2025 sur un ensemble de mesures intitulé « une substance, une évaluation », visant à renforcer la transparence et l'efficacité de la législation sur les produits chimiques.
  - Cette réforme propose de rationaliser l'évaluation de la sécurité des substances, de faciliter l'accès aux données.
  - Elle propose aussi de renforcer la coopération entre agences européennes.
  - Elle anticipe également une révision ciblée du règlement REACH, reportée plusieurs fois depuis 2023, et finalement prévue pour 2025.
    - Cette réforme fait partie de la Stratégie pour la durabilité des produits chimiques adoptée en 2020 et de la stratégie *Zéro Pollution* à l'horizon 2050.